



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral complémentaire modifiant l'arrêté préfectoral 20170094 du 8 mars 2018 autorisant la société NOVAWOOD à exploiter une centrale de cogénération co-incinérant des déchets de bois dangereux et non dangereux sur le territoire de la commune de Laneuveville-devant-Nancy

n° 2025-0299
AIOT 0003012003

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V ;

Vu la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte ;

Vu la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles et notamment son chapitre II, dite directive « IED » ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 (applicable à compter du 20 décembre 2018) ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3550 ;

Vu l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral 2017-0094 du 8 mars 2018, modifié par les arrêtés préfectoraux 2019-2447 du 13 août 2020 et 2022-1694 du 26 mai 2023, autorisant la société NOVAWOOD à exploiter une centrale de cogénération co-incinérant des déchets de bois dangereux et non dangereux à Laneuveville-devant-Nancy ;

Vu la demande en date du 14 octobre 2022, complétée le 16 décembre 2024, déposée par la NOVAWOOD relative à un projet de modifications des conditions d'exploitation de la centrale de cogénération qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Laneuveville-devant-Nancy ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du Code de l'environnement ;

Vu les avis de l'Autorité Environnementale en date des 17 octobre 2022 et 7 mai 2024 ;

Vu les mémoires en réponse de l'exploitant aux avis de l'Autorité Environnementale susvisés transmis les 8 mars 2024 et 16 décembre 2024 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 2 juin 2025 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 31 jours consécutifs du 23 juin au 23 juillet 2025 inclus sur le territoire des communes de Art-sur-Meurthe, Laneuveville-devant-Nancy, Lenoncourt, Manoncourt-en-Vermois, Saint-Nicolas-de-Port, Varangéville et Ville-en-Vermois ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public et dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Art-sur-Meurthe, Laneuveville-devant-Nancy et Ville-en-Vermois ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé 2025_936 du 31 octobre 2025 ;

Vu le premier projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 3 novembre 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral transmises le 17 novembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral modifié porté à la connaissance de l'exploitant le 23 mars 2026 sans retour de sa part ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que la création d'une commission de suivi de site (CSS) est actée depuis 2023 , sa mise en place a été reportée dans l'attente de la délivrance des autorisations environnementales finalisant la transition énergétique du site de NOVACARB, notamment la présente autorisation, la création de la commission de suivi de site relève des compétences du Préfet ;

Considérant que le plan d'approvisionnement en déchets respecte les orientations définies par le plan régional de prévention et gestions des déchets inscrit au Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires approuvé le 24 janvier 2020 ;

Considérant que les deux précédents considérants répondent aux deux réserves émises par le commissaire enquêteur ainsi son avis doit être regardé comme favorable ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de Meurthe-et-Moselle sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, dans la mesure où les modifications précitées n'induisent pas de dangers et inconvénients significatifs ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La société NOVAWOOD, dont le siège social est situé 34 Rue Gilbert Bize à Laneuveville-Devant-Nancy (54 410), est autorisée, sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral 2017-0094 du 8 mars 2018 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à poursuivre l'implantation et l'exploitation à la même adresse, d'une centrale de cogénération co-incinérant des déchets de bois dangereux et non dangereux.

Article 2 : Nature des installations

Les dispositions de l'article **1.2.1** de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral 2019-2447 du 13 août 2020 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le tableau suivant présente les activités et installations de l'établissement autorisées par le présent arrêté :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Capacité
2770-1	A	Installation de traitement thermique de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910.	<p>Centrale de cogénération comportant :</p> <ul style="list-style-type: none">- une unité de coïncinération d'un mélange de bois déchet et de déchets de bois créosotés (principalement des traverses de chemin de fer) :- 3 silos de stockage (2 pour le bois déchet et 1 pour le bois créosoté)- une chaudière de combustion,- un système de traitement des fumées de combustion,- un groupe turbo-alternateur à contrepression pour la production d'électricité. <p>Capacité horaire de traitement : 20,5 t/h au maximum</p> <p>Disponibilité : jusqu'à 8 400 h/an</p> <p>Capacité annuelle de traitement : 148 700 t/an de mélange de bois déchet et traverses ayant un PCI compris entre 12 et 18 MJ/kg, dont au plus 50 000 t/an de déchets de bois dangereux.</p>	<p>Puissance thermique nominale de la centrale de cogénération :</p> <p>65 MW PCI</p>

2771	A	<p>Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910.</p>	<p>Centrale de cogénération comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une unité de coïncinération d'un mélange de bois déchet et de déchets de bois créosotés (principalement des traverses de chemin de fer) : - 3 silos de stockage (2 pour le bois déchet et 1 pour les bois créosotés), - une chaudière de combustion, <p>un système de traitement des fumées de combustion,</p> <ul style="list-style-type: none"> - un groupe turbo-alternateur à contrepression pour la production d'électricité. <p>Capacité horaire de traitement : 20,5 t/h au maximum</p> <p>Disponibilité : jusqu'à 8 400 h/an</p> <p>Capacité annuelle de traitement : 148 700 t/an de mélange de bois déchet et traverses ayant un PCI compris entre 12 et 18 MJ/kg, avec un maximum de 50 000 t/an de déchets dangereux</p>	<p>Puissance thermique nominale de la centrale de cogénération : 65 MW PCI</p>
3520-a	A	<p>Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets :</p> <p>b) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure.</p>	<p>Centrale de cogénération : co-incinération d'un mélange de bois déchet et de déchets de bois créosotés (principalement des traverses de de chemin de fer).</p>	<p>Capacité horaire de traitement : 20,5 t/h</p>

3520-b	A	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets : b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour.	Centrale de cogénération : co-incinération d'un mélange de bois déchet et de déchets de bois créosotés (principalement des traverses de de chemin de fer).	Capacité totale de l'installation de co-incinération de déchets dangereux et non dangereux : 432 tonnes par jour
3110	A	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW.	- chaudière fonctionnant au gaz naturel d'une puissance thermique nominale de 58 MW PCI. - centrale de cogénération : installation de co-incinération d'un mélange de bois déchet et de déchets de bois créosotés (principalement des traverses de chemin de fer) d'une puissance thermique nominale de 65 MW PCI .	Puissance thermique nominale totale des installations : 123 MW PCI
3550	A	- Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Stockage de bois créosoté dans un silo de 3 000 m ³	Quantité stockée 750 t de bois créosotés
4510-2	NC	- Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1, - la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t.	Stockage de 0,3 t d'eau ammoniacale dans une cuve.	Quantité maximale d'eau ammoniacale présente dans les installations : 0,3 t

2925	NC	- Accumulateurs (ateliers de charge d'),		Puissance maximale de courant continu utilisable pour l'opération inférieure à 50 kW.
4801	NC	- Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses, - la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 t.	Stockage et utilisation de charbon actif mis en œuvre dans le dispositif de traitement des fumées de combustion : silo de stockage d'un volume utile de 60 m ³ .	Quantité maximale de charbon actif stockée dans les installations : environ 15 tonnes.

A : Autorisation ; D : Déclaration ; NC : Non classé

L'établissement ne relève pas du statut SEVESO, ni par dépassement direct, ni par la règle de cumul en application de l'article R.511-11 du Code de l'environnement.

L'exploitant doit pouvoir justifier le respect de cette disposition en tout temps.

Article 3 : Nature et origine des déchets admis

Les dispositions de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral 2019-2447 du 13 août 2020 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les déchets admis sous forme broyée sont les seuls suivants :

Code déchet	Libellé de la rubrique déchet	Origine géographique	Quantité admise
Déchets de bois non dangereux			
03 01 05	Déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles, sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04	<ul style="list-style-type: none"> • Grand Est : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Aube, Ardennes, Marne, Haute-Marne ; • Bourgogne-Franche-Comté : Côte-d'Or, Doubs, Jura, Nièvre, Haute-Saône, Saône-et-Loire, Yonne, Territoire de Belfort ; • Île-de-France : Paris, Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise ; 	Quantité maximale pouvant entrer dans l'installation de co-incinération : 148 700 t/an sous forme de déchets de bois broyés.
15 01 03	Emballages de bois		
17 02 01	Déchets de construction et de démolition		
19 12 07	Déchets provenant du traitement mécanique des déchets bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06		

20 01 37	Déchets ménagers ou assimilés, fractions collectées séparément, sauf section 15 01, bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37	• Hauts-de-France : Aisne, Oise, Somme.	
Déchets de bois créosotés dangereux			
17 02 04*	Bois contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances	France entière (1)	Quantité maximale pouvant entrer dans l'installation de co-incinération : 50 000 t/an sous forme de déchets de bois broyés
19 10 03*	Fractions légères de résidus de broyage		
19 12 06*	Bois contenant des substances dangereuses		
20 01 37*	Bois contenant des substances dangereuses		

(1) : sous réserve du respect du principe de proximité visé à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. Un transfert transfrontalier des déchets de bois créosotés, nécessité par une opération intermédiaire de broyage de ces déchets d'origine française, est admis en provenance de la plateforme exploitée par la société CCB à Gand (Belgique) jusqu'à la mise en service de la plateforme de stockage et de préparation de traverses en bois traités à la créosote exploitée par la société SRB et réglementé par l'arrêté préfectoral 2025-0064 du 27 mars 2025 modifié. Les documents justifiant la traçabilité de ces déchets préciseront leur origine française.

Les déchets ménagers en mélange ne sont pas admis dans les installations de l'établissement.

Article 4 : Consistance des installations autorisées

Les dispositions de l'article **1.2.5** de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral 2019-2447 du 13 août 2020 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'établissement comporte l'ensemble des installations classées et connexes décrites au présent article :

- une chaudière de co-incinération de déchets dangereux, d'une puissance thermique de 65 MW PCI alimentée par deux silos de 3 000 m³ utiles chacun de déchets de bois non dangereux et un silo de 3 000 m³ utiles de déchets de bois créosotés dangereux.

Cette chaudière comporte un ou deux brûleurs de démarrage fonctionnant au gaz naturel.

La vapeur produite par la chaudière est utilisée pour produire de l'électricité par l'intermédiaire d'une turbine à vapeur d'une puissance électrique de 12,5 MW et alimenter les installations de l'usine de fabrication de bicarbonate et carbonate de sodium voisine.

Le traitement des fumées de combustion de la chaudière de co-incinération de déchets dangereux est réalisé par l'intermédiaire :

- d'une injection d'eau ammoniacale,
- d'une injection de bicarbonate de sodium,
- d'une injection de charbons actifs,
- et d'un filtre à manches.

Le temps de fonctionnement de la chaudière de co-incinération de déchets dangereux est d'au maximum 8 400 h/an.

- une chaudière d'appoint et de secours, consommant exclusivement du gaz naturel et d'une puissance thermique nominale de 58 MW PCI, ne servant uniquement pour l'alimentation en vapeur de l'usine susvisée voisine.

Son utilisation sera de l'ordre de 5 000 h/an équivalent pleine puissance.

Les combustibles solides sont déchargés sur une zone de dépotage.

Article 5 : Garanties financières

Les dispositions du **CHAPITRE 1.5** de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral 2019-2447 du 13 août 2020 sont supprimées.

Article 6 : Conduits et installations raccordées / Conditiond générales de rejet

Les dispositions de l'article **3.2.2** de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral 2019-2447 du 13 août 2020 sont remplacées par les dispositions suivantes :

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal*	Vitesse minimale d'éjection (en marche continue nominale) en m/s	Autres caractéristiques
1	Chaudière de co-incinération de déchets dangereux	50	1,9	75 000 Nm³/h à 6 % d'oxygène	13,8	-
2	Chaudière d'appoint	50	1,7	60 824 Nm³/h à 3 % d'oxygène	13,2	Combustible : gaz naturel

*Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Article 7 : Conditions de rejet

Les dispositions de l'article **3.2.3** de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral 2019-2447 du 13 août 2020 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Sous-article 3.2.3.1 : Unité de co-incinération de déchets dangereux (conduit n° 1)

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau suivant.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites indiquées dans le tableau suivant :

Polluants	Conduit n°1	
	Concentration moyenne journalière mg/Nm ³ à 11 % d'O ₂	Flux moyen journalier kg/j
Poussières	5	13,5
Dioxyde de soufre (SO ₂)	30	81
Dioxyde d'azote (NOx ou équivalent NO ₂)	133	360
Monoxyde de carbone (CO)	50	135
Chlorure d'hydrogène (HCl)	6	16,2
Fluorure d'hydrogène (HF)	1 ⁽¹⁾	2,7
Ammoniac (NH ₃)	10	27
Composés organiques volatils totaux (COVT)	10	27
Somme des Composés Organiques Volatils à mentions de danger H340, H350, H350i, H360D, ou H360F	2	5,4
Métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V) et leurs composés	0,3 ⁽²⁾	0,81
Pour chaque métal du groupe	0,05	0,14
Pour le Chrome VI	0,005	0,014
Métaux (Cd + Tl) et leurs composés	0,02 ⁽²⁾	0,05
Mercure et ses composés	0,02 ⁽¹⁾	0,05
Dioxines et furannes (PCDD/PCDF) ¹	6.10 ⁻⁸⁽³⁾	1,6.10 ⁻⁷
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	0,01	0,024

(1) : Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage

(2) : Moyenne sur la période d'échantillonnage

(3) : Moyenne sur la période d'échantillonnage à long terme. Lorsque l'échantillonnage à long terme comprend des périodes de conditions de fonctionnement autres que normales, la VLE reste applicable pour la moyenne de l'ensemble de la période d'échantillonnage. En cas de dépassement de la VLE, l'exploitant pourra indiquer la présence éventuelle de périodes OTNOC ayant impacté la mesure pendant la période de prélèvements.

Sous-article 3.2.3.2 Conditions de respect des valeurs limites d'émission fixées pour l'unité de co-incinération de déchets dangereux

Les valeurs limites d'émissions dans l'air sont respectées si :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émissions pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ;
- aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne dépasse les valeurs limites ;

- aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), les dioxines et furannes, ne dépasse les valeurs limites ;
- pour les installations mettant en œuvre un dispositif de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés, aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour l'ammoniac ne dépasse les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral ;
- 95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m³ ; ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/m³.

En ce qui concerne les valeurs limites d'émission journalières, les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- Monoxyde de carbone : 10 %.
- Dioxyde de soufre : 20 %.
- Dioxyde d'azote : 20 %.
- Poussières totales : 30 %.
- Carbone organique total : 30 %.
- Chlorure d'hydrogène : 40 %.
- Fluorure d'hydrogène : 40 %.
- Ammoniac : 40 %.
- Mercure : 40 %.

Lorsque la soustraction de l'intervalle de confiance aboutit à une valeur négative, le résultat pris est égal à 0.

Les moyennes sur une demi-heure sont déterminées à partir des valeurs mesurées, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance indiqué ci-dessus.

Une moyenne demi-horaire est considérée comme étant une valeur valide pour les VLE en NOC :

- lorsqu'au moins 20 minutes sur 30 ont été mesurées en condition normale de fonctionnement ;
- en l'absence de toute maintenance ou de tout dysfonctionnement du système de mesure automatisé sur l'ensemble de la demi-heure.

A l'exception du suivi en continu du mercure pour lequel peuvent être écartées jusqu'à 500h/an de valeurs demi-horaires pour cause d'indisponibilité du dispositif de suivi :

- les moyennes journalières valides pour les VLE en NOC sont calculées à partir de ces moyennes demi-horaires valides, dans la limite de cinq moyennes demi-horaires écartées par jour pour maintenance ou dysfonctionnement du système de mesure automatisé ;
- pas plus de dix moyennes journalières par an ne peuvent être écartées pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien d'un système de mesure en continu ;

Pour qu'une moyenne jour soit prise en compte en NOC, il est nécessaire que pas plus de 12 moyennes demi-horaires OTNOC ne soient écartées par jour.

Les moyennes déterminées pendant les périodes visées à l'article 9.1.5 du présent arrêté ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites d'émission.

Sous-article 3.2.3.3 Chaudière d'appoint consommant du gaz naturel (conduit n°2)

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau suivant.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites indiquées dans le tableau suivant :

Polluants	Conduit n° 2	
	Concentration en mg/Nm ³ à 3 % d'O ₂	Flux en kg/h
Poussières	5	0,3
Dioxyde de soufre (SO ₂)	35	2,13
Dioxyde d'azote (NOx ou équivalent NO ₂)	Moyenne annuelle : 60 Moyenne journalière ou sur la période d'échantillonnage : 85	5,17
Monoxyde de carbone (CO)	100	6,08
Ammoniac (NH ₃)	5	0,3
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)	50	3,04
Métaux (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn) et leurs composés	5 ¹	0,3
Plomb et ses composés	1 ¹	0,06
Métaux (Cd + Tl + Hg) et leurs composés	0,05 ¹ par métal et 0,1 ¹ pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)	0,006
Métaux (As + Se + Te) et leurs composés	1 ¹	0,061
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	0,01	0,0006

⁽¹⁾ en moyenne sur la période d'échantillonnage de 30 minutes au minimum et de huit heures au maximum

Sous-article 3.2.3.4 Conditions de respect des valeurs limites d'émission fixées pour la chaudière de secours gaz

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été satisfaites :

- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission ;
- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission ;
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées.

Dans les cas où des mesures en continu ne sont pas exigées, les valeurs limites d'émission fixées en concentration sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures, définis et déterminés conformément au présent arrêté, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission. Sauf disposition contraire, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95 %.

Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- Monoxyde de carbone : 10 % ;
- Dioxyde de soufre : 20 % ;
- Oxydes d'azote : 20 % ;
- Poussières totales : 30 %.

Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à dix par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse trente par an, les valeurs limites d'émission fixées en concentration sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures, définis et déterminés conformément au présent arrêté, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les périodes visées à l'article 9.2.1 du présent arrêté, ni des valeurs mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt.

Ces périodes de démarrage et d'arrêt sont définies comme suit :

- la période de démarrage s'achève lorsque la charge brûleur gaz est supérieure à 20% de sa charge maximale ;
- la période d'arrêt débute lorsque la charge brûleur gaz devient inférieure à 20 % de sa charge maximale.

Toutefois, les émissions de polluants durant ces périodes sont estimées et rapportées dans les mêmes conditions que le bilan des mesures prévu au titre 11 du présent arrêté.

Article 8 : Valeurs limites des flux annuels de polluants rejetés

Les dispositions de l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral 2019-2447 du 13 août 2020 sont remplacées par les dispositions suivantes :

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejeté par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Polluants	Unité	Chaudière de cogénération Conduit n°1	Chaudière Gaz Conduit n°2	TOTAL
Poussières totales	t/an	4,73	1,52	6,25
SOx	t/an	28,35	10,64	39
NOx	t/an	126	25,85	151,85
CO	t/an	47,25	30,41	77,66
HCl	t/an	5,67		5,67
HF	t/an	0,95		0,95
NH3	t/an	9,45	1,52	10,97
COVT en équivalent benzène	t/an	9,45	15,21 (COVnm)	24,66
Métaux (Sb + As + Pb + Cr + Go + Cu + Mn + Ni + V) et leurs composés	t/an	0,28		0,28
Pour chaque métal du groupe	t/an	0,047		0,047
Pour le Chrome VI		0,0047		0,0047
Métaux (Cd + TI) et leurs composés	t/an	0,019		0,019
Métaux (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn) et leurs composés	t/an		1,52	1,52
Mercure	t/an	0,019	0,015	0,034
Plomb	t/an		0,3	0,3
Cadmium			0,015	0,015
Métaux (Cd + TI + Hg) et leurs composés	t/an		0,03	0,03

Métaux (As + Se + Te) et leurs composés	t/an		0.3	0.3
HAP (les 16)	t/an	0.009	0,003	0,012
PCDD/F	g/an	0,057		0,057

L'exploitant transmet à l'inspection, **sous un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, la mise à jour de son évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) du site en prenant en compte les résultats de la spéciation COV spécifiée dans le rapport référencé 1000165605-001-1BIOMASSE du 01/02/2024.

Article 9 : Livraison et réception de déchets

Les dispositions de l'article 5.1.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral 2019-2447 du 13 août 2020 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Déchets, résidus et sous-produits	Code	Lieu de production	Quantité par an	Mode de stockage	Mode d'élimination	Niveau de valorisation
Cendres sous foyer/ Mâchefers	19 01 12 10 01 01 10 01 15 19 01 15* 19 01 16	Extracteurs	6 560 t	Sur une dalle béton dans un box couvert Stockage de 4 jours : environ 114,3 t	Valorisation sur plateforme extérieure ou Stockage sur installation de stockage autorisée	1,2 ou 3
Déchets secs de l'épuration des fumées	19 01 07* 10 01 16* 10 01 17	Filtres à manches	5 248 t	Silo de 200 m3 Stockage de 4 jours : environ 74 t	Valorisation sur plateforme extérieure ou Stockage sur installation de stockage autorisée	1,2 ou 3
Boues aqueuses provenant du nettoyage des chaudières	10 01 23	Chaudières	Pas de stockage - enlèvement direct		Traitement externe : Stockage sur installation de stockage pour déchets dangereux	3
Catalyseurs usés contaminés par des substances dangereuses	16 08 07*	Traitement des fumées	Pas de stockage - enlèvement direct		Traitement externe	3
Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection	15 02 02* 15 02 03	Maintenance	1 à 3 t	Bacs	Traitement externe	2
Mélange de déchets provenant de dessableurs et de séparateur eau/hydrocarbure	13 05 02* 13 05 06* 13 05 07* 13 05 08*	Traitement des eaux	5 t	Curage des bacs	Traitement externe	2
Tubes fluorescents	20 01 21*	Ensemble du site	Quelques unités	Bacs spécifiques	Traitement externe	1
Huiles hydrauliques usagées et Huiles moteurs et lubrification usagées	13 01 XX 13 02 XX	Maintenance	3 500 l	Fût sur rétention	Traitement externe	2

Le stock maximal de déchets dangereux avec mention de danger H400, H410 et H411 autorisé sur site est de **190,3 tonnes**.

Article 10 : Livraison et réception des déchets

Les trois paragraphes suivants de l'article 9.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral 2019-2447 du 13 août 2020 sont remplacées par les dispositions suivantes :

IV. Information préalable

Avant d'admettre un déchet dans son installation, l'exploitant doit demander au producteur de déchets ou, à défaut, au détenteur une information préalable. Cette information préalable précise pour chaque type de déchet destiné à être incinéré :

- la provenance, et notamment l'identité et l'adresse exacte du producteur ;
- les opérations de traitement préalable éventuellement réalisées sur le déchet ;
- la composition chimique principale du déchet ainsi que toutes les informations permettant de

déterminer s'il est apte à subir le traitement d'incinération prévu ;

- **les teneurs faisant l'objet d'une valeur limite d'admission indiquées à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral 2019-2447 du 13 août 2020**
- les modalités de la collecte et de la livraison ;
- les risques inhérents aux déchets, les substances avec lesquelles ils ne peuvent pas être mélangés, les précautions à prendre lors de leur manipulation ;
- et toute information pertinente pour caractériser le déchet en question.

L'exploitant peut, au vu de cette information préalable, solliciter des informations complémentaires sur le déchet dont l'admission est sollicitée et refuser, s'il le souhaite, d'accueillir le déchet en question.

Il peut, le cas échéant, solliciter l'envoi d'un ou plusieurs échantillons représentatifs du déchet et réaliser ou faire réaliser, à la charge du producteur ou du détenteur, selon les termes définis avec lui, toute analyse pertinente pour caractériser le déchet.

V. Certificat d'acceptation préalable

L'exploitant se prononce alors, au vu des informations ainsi communiquées par le producteur ou le détenteur et d'analyses pertinentes réalisées par ces derniers, lui-même ou tout laboratoire compétent, sur sa capacité à incinérer le déchet en question dans les conditions fixées par le présent arrêté. Il délivre à cet effet, soit un certificat d'acceptation préalable, soit un refus de prise en charge.

Le certificat d'acceptation préalable consigne les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du déchet. Outre les analyses relatives aux paramètres faisant l'objet de critères d'admission, les tests suivants sont réalisés :

- la composition chimique principale du déchet brut ;
- **les teneurs faisant l'objet d'une valeur limite d'admission indiquées à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral 2019-2447 du 13 août 2020 ;**
- le pouvoir calorifique.

Un déchet ne peut être admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur d'un certificat d'acceptation préalable. Cette acceptation préalable a une validité d'un an et doit être conservée au moins un an de plus par l'exploitant. L'ensemble des acceptations préalables adressées pour les déchets admis sur un site fait l'objet d'un registre chronologique détaillé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise dans ce recueil les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un déchet.

VI. Contrôles d'admission

A l'arrivée dans l'établissement et avant déchargement, toute livraison de déchet fait l'objet de la prise d'au moins deux échantillons représentatifs du déchet et d'une vérification :

- de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable ;
- le cas échéant, de la présence d'un bordereau de suivi établi en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 ;
- le cas échéant, de la présence des documents exigés aux termes du règlement (CEE) n° 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne ;

- d'une pesée du chargement ;
- **les teneurs faisant l'objet d'une valeur limite d'admission indiquées à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral 2019-2447 du 13 août 2020 ;**
- du pouvoir calorifique ;
- de l'analyse de tout autre paramètre d'admission fixé à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral 2019-2447 du 13 août 2020;
- du contrôle de l'absence de radioactivité.

Un des échantillons est conservé au moins trois mois à la disposition de l'inspection des installations classées dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates.

En cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable et les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé. Dans ce cas, **l'inspection des installations classées est prévenue sans délai.**

Dans le cas d'installations accueillant des déchets de nature relativement constante en provenance d'un nombre restreint de producteurs, des contrôles différents peuvent être réalisés, notamment en fonction du mode de production de ces déchets, des paramètres caractéristiques de cette production, de la localisation ou du mode d'acheminement de ces déchets. Ces contrôles doivent être réalisés dans le cadre d'un programme de suivi de la qualité.

Ce programme comprend notamment un engagement du producteur de déchet sur la qualité et la régularité du déchet. A cet effet, le producteur et l'exploitant de l'installation d'incinération établissent en commun un cahier des charges du déchet reprenant les paramètres physico-chimiques du certificat d'acceptation préalable et précisant les plages de variation possible de ces paramètres.

L'exploitant soumet à l'inspection des installations classées les modalités des contrôles qui précisent notamment :

- le nombre maximum de livraisons du déchet concerné pouvant être effectuées entre deux analyses de réception consécutives ;
- la périodicité minimum des analyses de réception.

En application de ces dispositions, les traverses de chemin de fer en bois créosotées pourront faire l'objet d'un contrôle de leur composition chimique à une fréquence trimestrielle lors de la première année d'exploitation, puis selon une fréquence adaptée aux résultats obtenus, en restant au moins annuelle.

Cette disposition peut également s'appliquer aux déchets issus de centres de regroupement et de prétraitement dès lors que l'ensemble des analyses et contrôles a été réalisé au départ du chargement du déchet, que celui-ci a fait l'objet de mesures de protection et qu'un programme de suivi de la qualité de ces analyses et de cette protection a été mis en place, tant sur lesdits centres qu'à l'admission dans l'installation.

Les déchets sont ensuite déferrailés préalablement à leur introduction dans les silos d'entreposage.

Le seuil de déclenchement de l'alarme du dispositif de contrôle de la radioactivité est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.

Article 11 : Heures de fonctionnement de la chaudière gaz

L'article 9.2.5 est inséré dans l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral 2019-2447 du 13 août 2020 :

Le fonctionnement de la chaudière gaz est limité à 5 000 heures par an.

Article 12 : Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses

Les dispositions de l'article 11.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral 2019-2447 du 13 août 2020 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant dispose d'un programme de surveillance des émissions atmosphériques de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité, et à ses frais dans les conditions ci-après et selon les normes en vigueur.

La mesure en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de la teneur en polluants. A défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'arrivée d'air parasite entre le point où est réalisée la mesure de l'oxygène et celui où est réalisée celle des polluants.

Le programme de surveillance comprend a minima les paramètres et fréquences définis dans le tableau ci-après. Les métaux sont mesurés sous leurs formes particulaire et gazeuse.

Paramètres	Conduit n° 1 Unité de co-incinération de déchets dangereux	Conduit n°2 Chaudière de secours fonctionnant au gaz naturel
Débit	Continu	Continu
Température	Continu	
Teneur en oxygène	Continu	Continu
Vapeur d'eau	Continu	
Pression	Continu	Continu ²
Poussières totales	Continu	Une fois tous les six mois
SO _x en équivalent SO ₂	Continu	Une fois tous les six mois ¹
NO _x en équivalent NO ₂	Continu	Continu
N ₂ O	Une fois par an	
CO	Continu	Continu
COVT	Continu	-
HCl	Continu	-
HF	Continu	-
NH ₃	Continu	-
Mercure et ses composés	Continu	-

Cd + Tl	Une fois tous les six mois	
Sb, As, Pb, Cr Total, Cr VI, Co, Cu, Mn, Ni, Va, Zn	Une fois tous les six mois	-
Benzo[a]pyrène	Une fois par an	
Toluène	Une fois par an	
Acétone	Une fois par an	
Acétaldéhyde	Une fois par an	
PCDD/PCDF	Semi-continu	-
PCB de type dioxines	Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables	

¹: + une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre du combustible et des paramètres de fonctionnement de l'installation. Les conditions d'application de cette estimation sont précisées dans le programme de surveillance de l'exploitant.

²: la mesure en continu n'est pas exigée lorsque les gaz résiduels échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions.

Au titre des mesures comparatives, l'exploitant doit, faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en semi-continu sur le conduit n° 1 et une mesure par an sur le conduit n° 2.

Les mesures autre qu'en continu prescrites doivent être réalisées par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées, s'il existe.

Article 13 : Critères d'acceptation des déchets

Le contenu de l'annexe 3 - critères d'acceptation des déchets de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral 2019-2447 du 13 août 2020 est modifié comme suit :

Paramètres	Valeurs limites
Humidité	M
Granulométrie	
Fraction principale	M
Fines < 1mm	M
Fines < 3,15 mm	M
Fraction dont la granulométrie est supérieure à 200 mm	M

Fraction dont la granulométrie est supérieure à 200 mm		M			
Taux de cendres		Moyenne sur 24 h		Max	
		< 6		15	
Composition chimique		Bois non dangereux		Bois dangereux	
		Moyenne sur 24 h	Max	Moyenne sur 24 h	Max
N	% sur pur	M	M	M	M
Cl	% sur pur	M	M	< 0,1	0,4
S	% sur pur	M	M	< 0,2	
F	% sur pur	M	M	< 0,003	0,05
K	mg/kg sur sec	M	M	M	M
Na	mg/kg sur sec	M	M	M	M
Na + K	mg/kg sur sec	M	M	M	M
Pb	mg/kg sur sec	< 250	1800	< 250	1800
Zn	mg/kg sur sec	M	M	< 450	3600
Cd + Tl	mg/kg sur sec	< 5	20	< 5	20
Hg	mg/kg sur sec	< 0,2	0,4	< 0,2	0,4
Al	mg/kg sur sec	M	M	M	M
Fe	mg/kg sur sec	M	M	M	M
Si	mg/kg sur sec	M	M	M	M
As	mg/kg sur sec	< 10	30	< 10	30
Cr	mg/kg sur sec	< 50	250	< 50	250
Cu	mg/kg sur sec	M	M	M	M
Mg	mg/kg sur sec	M	M	M	M
Sb + Co + Mn + Ni + V	mg/kg sur sec	< 100	150	< 100	150
PCP	mg/kg sur sec	M	M	<15	180
PCB-PCT	mg/kg sur sec	/	/	M	50
Benzo(a)pyrène	mg/kg sur sec	/	/	M	/
Naphtalène	g/kg sur sec	/	/	M	/
Total HAP	g/kg sur sec	/	/	M	/

Les concentrations des paramètres du tableau ci-dessus notées « M » dans le tableau ci-dessus sont mesurées par l'exploitant qui tient les résultats à la disposition des installations classées.

L'exploitant établit un bilan annuel comportant une analyse de concordance entre la composition des déchets dangereux et les émissions atmosphériques, pour le même lot de déchets incinérés. L'exploitant peut, selon les conclusions du bilan annuel, demander au préfet la révision de la liste des paramètres à contrôler.

Article 14 : Abrogation

L'arrêté préfectoral complémentaire 20221694 du 26 mai 2023 modifiant les conditions d'exploitation de la centrale de cogénération exploitée par la société NOVAWOOD à Laneuveville-devant-Nancy est abrogé.

Article 15 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 16 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 17 : Informations des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Laneuveville-devant-Nancy, commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Laneuveville-devant-Nancy, commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du Code de l'environnement, à savoir :

- les mairies de Art-sur-Meurthe, Lenoncourt, Manoncourt-en-Vermois, Saint-Nicolas-de-Port, Varangéville et Ville-en-Vermois

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 18 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, la société NOVAWOOD, le maire de Laneuveville-devant-Nancy sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- aux services de l'État consultés ;
- aux maires des collectivités consultées susvisées.

Nancy le, **20 AVR. 2026**

Le Préfet,

Pour le préfet,
Le secrétaire général,

Frédéric CLOWEZ